Fiche n° 2 : Budget prévisionnel de l'association

CHARGES	Montant en euros	PRODUITS	Montant en euros
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, marchandises prestations de services	132 425
Prestations de services	5 000		
Achats matières et de fournitures	8 000		
Autres fournitures		74- Subventions d'exploitation	
61 - Services extérieurs		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Locations	9 000	-DREAL Aquitaine	144 800
Entretien et réparation	900	-ADEME	75 460
Assurance	1 200		
Documentation		Région(s):	
62 - Autres services extérieurs		- Aquitaine	106 346
Rémunérations intermédiaires et honoraires	349 205	Département(s):	
Publicité, publication	3 500	Conseil Général Dordogne	5 682
Déplacements, missions	16 500	Conseil Général Gironde	17 532
Services bancaires, autres	120	Conseil Général Landes	3 055
63 - Impôts et taxes		Conseil Général Lot et Garonne	6 830
Impôts et taxes sur rémunération,	2 000	Conseil Général Pyrénées Atlantiques	7 062
Autres impôts et taxes		ARS Aquitaine	35 000
64- Charges de personnel		FEDER Aquitaine	58 426
Rémunération des personnels,	132 000	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales,	108 000	Autres établissements publics	40 707
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	2 000
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	1 600
68- Dotation aux amortissements (provisions pour renouvellement)	1 500	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	636 925	TOTAL DES PRODUITS	636 925
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL en euros	636 925	TOTAL en euros	636 925

*Les contributions volontaires en nature sont indiquées à titre d'information.

Autres informations financières

Fiche n°4 : budget prévisionnel spécifique aux cas n°2 et n°3

Pour les cas n° 2 et n° 3, remplir en plus de la fiche 2 (budget prévisionnel de l'association présenté p 7), le budget prévisionnel suivant :

Charges	Montant 2014	Montant 2015	Montant 2016	Produits	Montant 2014	Montant 2015	Montant 2016
Soutenir les initiatives type A21		20 600	20 600				
Suivi des établissements en démarche de DD	8 000			Autofinancement	14 180	14 180	14 180
Accompagnements de nouveaux établissements	12 600			Subvention CUB	55 000	55 000	55 000
Structurer le réseau d'intervenants/dispositif JDD		20 840	20 840				
Organiser des temps d'échanges							
Ingénierie formations	7 680						
Animation	2 100						
Formation des associations intervenantes/dispositif							
Diagnostic	1 280						
Ingénierie	7 680						
Formation	2 100						
Formation des acteurs de l'EDD		8 640	8 640				
Diagnostic des besoins des acteurs/territoire	4 800						
Co organisation des formations	2 560						
Co animation	1 280						
Coordination du réseau des intervenants /dispositif		14 400	14 400				
Interface associations / partenaires	11 520						
Bilans intermédiaires & évaluation annuelle	2 880						
Frais de déplacements	1 500	1 500	1 500				
Frais de gestion	3 200	3 200	3 200				
Total en euros	69 180	69 180	69 180	Total en euros	69 180	69 180	69 180

(1) Ne pas indiquer les centimes d'euros.

(2) Les contributions volontaires en nature sont indiquées à titre d'information.

Partenariat entre la Communauté urbaine de Bordeaux et GRAINE Aquitaine

Soutien aux initiatives favorisant l'éducation au développement durable

CONVENTION PLURIANNUELLE 2014-2016

ENTRE

La Communauté urbaine de Bordeaux, domiciliée Hôtel de Cub, Esplanade Charles de Gaulle 33076 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Monsieur Vincent Feltesse, Ci-après dénommée "La Cub"

Et ²autorisé aux fins de la présente par délibération n°2003/ du 20 décembre 2013,

ET

L'association GRAINE Aquitaine, domiciliée 8 rue de l'Abbé Gaillard, 33 830 Belin Beliett représentée par son Président, Monsieur Laurent Etcheberry, Ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE :

Enjeux : Impliquée dans une démarche de développement durable depuis de nombreuses années, la Communauté urbaine de Bordeaux s'est engagée dès 2001 en faveur de l'Education à l'Environnement pour un Développement Durable (EEDD) en contribuant à la mise en place un dispositif de sensibilisation à l'éducation à l'environnement, " Les Juniors du développement durable". Grâce à ce dispositif plus de 60 000 écoliers de 4 à 11 ans ont pu bénéficier d'actions d'éveil et de sensibilisation aux enjeux écologiques, à travers la formation de leurs enseignants et la mise en œuvre d'actions de sensibilisation, d'actions de projet et d'agenda 21. Elle appuie pour cela sur une filière associative dynamique organisée autour de structures coordonnatrices comme GRAINE Aquitaine entre autres.

Ce sont ainsi plus de 40 structures qui collaborent à cette dynamique dans le cadre de 7 parcours pédagogiques (l'eau, la biodiversité, les énergies et les déplacements, la consommation et les déchets, les Juniors philosophes, les Juniors créateurs, les Juniors solidaires). Grâce aux intervenants experts travaillant dans les dites structures en éducation au développement durable, les enseignants peuvent cheminer dans leurs réflexions pédagogiques en bénéficiant d'éclairages techniques concrets et favorables à l'émergence de pratiques éducatives stimulantes. Ainsi,

- plus de 300 enseignants ont pu être formés,
- 7 agendas 21 scolaires et 9 agendas 21 d'ACM ont pu être accompagnés.

Pour favoriser l'émergence de comportements écocitoyens, la Communauté urbaine de Bordeaux souhaite accompagner des projets et/ou soutenir des initiatives développés par la filière associative oeuvrant dans le domaine de l'EEDD, et qui permettront, en corrélation avec le dispositif des "Juniors du développement durable", de renforcer la compréhension des enjeux écologiques des jeunes de 4 à 11 ans et leur sens critique.

Objectifs et missions de l'association : L'association **GRAINE Aquitaine**, Groupe Régional d'Animation et d'Information sur la Nature et l'Environnement est née en 1991. C'est une initiative des acteurs de l'éducation à l'environnement de mise en réseau au niveau régional, visant à coordonner leurs actions.

L'objet statutaire de GRAINE Aquitaine est de créer un réseau de personnes et de structures d'éducation à l'environnement pour permettre des contacts, des échanges, une réflexion et

des actions communes. GRAINE Aquitaine regroupe plus de 80 structures d'éducation à l'environnement et plus de 15 adhérents individuels (animateurs, formateurs, enseignants, étudiants, parents...).

Les missions que l'association a investies et les projets qu'elle met en œuvre, peuvent répondre aux ambitions que la Cub s'est données en matière d'éducation au développement durable.

Compte tenu de cette convergence d'intérêts, la Communauté urbaine de Bordeaux et l'association GRAINE Aquitaine ont souhaité établir un partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de fixer les modalités administratives et financières du partenariat, en particulier les modalités de versement de l'aide communautaire allouée à l'association GRAINE Aquitaine.

ARTICLE 2 : CONTENU DU PARTENARIAT

La Communauté urbaine de Bordeaux souhaite accompagner les projets et/ou soutenir les initiatives de l'association GRAINE Aquitaine en matière d'éducation au développement durable auprès des 4 à 11 ans, et dont les finalités sont :

- d'encourager la coopération des adultes œuvrant dans le champ de l'éducation au développement durable et le développement de nouvelles pratiques éducatives et pédagogiques ;
- de faciliter l'émergence d'un nombre croissant d'initiatives à l'éducation au développement durable ;
- de favoriser l'intégration d'actions d'éducation au développement durable aux autres dynamiques développées sur le territoire métropolitain.

ARTICLE 3 : OBJECTIFS OPERATIONNELS

Les actions créées et menées à l'initiative et sous la responsabilité de l'association, et auxquelles la Communauté urbaine de Bordeaux s'associe, tendent et tendront aux objectifs suivants :

1. Soutenir les initiatives de type agenda 21 : faciliter l'émergence et la poursuite d'initiatives de type agenda 21 en les inscrivant dans les logiques de territoire, en lien avec les enjeux écologiques et en concourant à la pleine et rapide autonomie de ceux qui les portent.
2. Structurer le réseau d'intervenants sur le territoire communautaire : en corrélation avec le dispositif des "Juniors du développement durable", organiser (animation et coordination) de temps d'échanges et de débats avec et entre les structures œuvrant dans le domaine de l'EDD pour optimiser des pratiques communes.

3. Contribuer à la formation des acteurs de l'éducation au développement durable : diagnostiquer les besoins des acteurs à l'éducation au développement durable en partenariat avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de Gironde et en lien avec les mairies. Co-élaborer et co-animer des temps de formation pour garantir la montée en compétences des adultes au contact des 4 à 11 ans et leur capacité à travailler ensemble. Il s'agit de clarifier la place de chacun des acteurs au regard de leur expertise.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Les enfants âgés de 4 à 11 ans du territoire métropolitain, sauf dans le cadre des établissements spécialisés où il n'y a pas de limite d'âge.

ARTICLE 5 : GOURVERNANCE ET EVALUATION

Outre les échanges d'informations courants, les représentants de la Communauté urbaine de Bordeaux et de l'association GRAINE Aquitaine se réuniront au moins quatre fois par an autour d'indicateurs d'évaluation quantitatifs et qualitatifs de la réussite du partenariat engagé.

L'association GRAINE Aquitaine, dans un esprit de solidarité et de mutualité pour renforcer la logique partenariale, invitera la Communauté urbaine de Bordeaux à donner aussi souvent que possible son avis sur les démarches soutenues.

La Communauté urbaine de Bordeaux, l'association GRAINE Aquitaine et leurs partenaires établiront communément un bilan des actions engagées.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT ET COMMUNICATION

Au regard des objectifs animant les actions menées par GRAINE Aquitaine, l'association recevra potentiellement de la Communauté urbaine de Bordeaux une subvention totale de 165 000 euros pour la durée de la convention (2014-2016). Cette subvention a vocation à financer les missions générales de l'association ainsi que les projets mis en œuvre (ingénierie, actions spécifiques...).

La Communauté urbaine de Bordeaux au titre de sa participation financière, n'attend aucune contribution directe de l'association dans le cadre des actions à intervenir.

Un versement de 55 000 euros sera effectué chaque année, sous réserve de vote du Conseil communautaire et après inscription des crédits budgétaires aux budgets des exercices concernés, comme suit :

- 1er acompte de 80 %, soit 44 000 € versé à la signature de la convention pour la 1ère année et à la date anniversaire de la convention pour les années suivantes ;

- le solde de 20 %, soit 11 000 € versé à l'issue du bilan des actions réalisées dans l'année concernée, et à réception des documents demandés ci-après :

- Les bilans, compte de résultat et annexes détaillées, certifiées conformes par le président de l'association ou par un commissaire aux comptes pour les associations soumises à l'obligation de désigner un commissaire aux comptes ; le compte de résultat doit pouvoir être comparé au budget prévisionnel fourni par l'association lors de sa demande de subvention ;
- Le rapport annuel d'activités détaillé de l'association ;
- une note de commentaire expliquant le cas échéant les variations constatées sur les principaux postes de dépenses et de recettes entre le budget prévisionnel présenté par l'association et son budget définitif certifié ;
- La copie des décisions des aides obtenues auprès des autres partenaires publics.

La subvention de la CUB est non révisable à la hausse. Au contraire, si le montant du budget définitif réalisé des actions s'avérait inférieur au budget prévisionnel initial de ces actions, la subvention serait réduite au prorata du montant des dépenses effectivement réalisées par rapport au budget prévisionnel initial.

L'association GRAINE Aquitaine conserve toute latitude pour la recherche d'autres partenaires qui pourraient apporter un soutien financier à ses activités. La négociation de ces soutiens se concrétisera par la passation de conventions entre l'association GRAINE Aquitaine et ses partenaires qui seront communiquées pour information à la Communauté urbaine de Bordeaux.

L'association GRAINE Aquitaine s'engage à assurer la présence signalétique de la Communauté urbaine de Bordeaux sur les divers supports de communication des actions issues des objectifs soutenues, avec l'utilisation de la charte graphique du logotype qui sera fourni par la Communauté urbaine de Bordeaux (affiches, programmes...). Cette application de la charte graphique de La Cub ne peut être effective que sur les supports de communication directement définis par l'association et non sur les supports de communication mis en œuvre conjointement avec ses partenaires qui font l'objet d'une mutualisation et d'une coopération spécifique.

ARTICLE 7 : CONTROLE BUDGETAIRE ET FINANCIER

L'association GRAINE Aquitaine s'engage à produire avant le 31 décembre de l'exercice en cours, le budget prévisionnel de l'exercice suivant (soit au 31 décembre 2014, le budget prévisionnel 2015 et au 31 décembre 2015, le budget prévisionnel 2016), adopté par le Conseil d'Administration. L'association GRAINE Aquitaine fait certifier ses comptes par un commissaire aux comptes conformément à la loi 92-125 du 6 février 1992 et son article 13. Ses comptes de gestion seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale de L'association GRAINE Aquitaine après audition du commissaire aux comptes. L'association GRAINE Aquitaine fera son affaire des divers impôts, taxes, cotisations et droits dont il est redevable par le fait de ses activités, sans que la Communauté urbaine de Bordeaux puisse avoir à se substituer à lui en cas de défaillance.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION - TERME DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, de l'année 2014 à 2016.

A l'issue des trois années de la convention, le bénéficiaire remettra un mois avant son terme, un bilan technique synthétique établi sur la base des objectifs définis précédemment à l'article 4 et quantifiés dans la mesure du possible, ainsi qu'un récapitulatif financier sur les 3 années.

Les deux alinéas précédents ne sauraient s'opposer à une décision de résiliation de la Cub de la présente convention pour tout motif d'intérêt général, notamment non approbation annuelle du montant de la subvention ,sans que celle-ci puisse ouvrir droit à indemnisation de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 9 : MODIFICATION - RESILIATION - LITIGES

Toute modification des termes de la convention devra faire l'objet d'un avenant accepté par les deux parties.

Dans l'hypothèse où les actions mises en œuvre ne correspondraient pas aux objectifs poursuivis ou seraient insuffisantes (ex nombre d'enfants bénéficiaires insuffisants, qualité des formations peu satisfaisante...), ou en cas de non respect des conditions de mise en oeuvre de la présente convention et des engagements du bénéficiaire, La Cub se réserve la possibilité d'interrompre sa participation après une mise en demeure d'un mois, par lettre recommandée avec accusé réception.

La Cub pourra également mettre fin à la convention, sans préavis, en cas d'abandon du projet par le bénéficiaire, de même qu'en cas de dissolution de la structure ou modification profonde de ses missions.

La résiliation entraînera le reversement à La Cub de la subvention au prorata des sommes non réellement engagées dans le cadre des actions s'inscrivant dans la présente convention.

L'association ne saurait prétendre par ailleurs à aucune indemnisation pour quelque cause que ce soit.

En cas de litige, les parties reconnaissent la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait en deux exemplaires originaux,

Bordeaux, le

Le président de la Communauté urbaine
de Bordeaux

Vincent Feltesse

Belin Beliet, le

Le président de l'association
GRAINE Aquitaine

Laurent Etcheberry